



**Rapport sur les consultations préparatoires et recherches  
en vue du « Rapport sur l'État des lieux en alphabétisation  
et en compétences des adultes francophones au Canada »**

**Soumis au  
RESDAC**

**par**

**Maren Elfert**

**Novembre 2012**

## Table des matières

<b>1. Introduction.....</b>	<b>5</b>
<b>2. Résultats de la consultation avec les membres du RESDAC.....</b>	<b>7</b>
<b>2.1. L'Alberta .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>2.2. La Colombie Britannique .....</b>	<b>9</b>
<b>2.3. L'Île-du-Prince-Édouard .....</b>	<b>10</b>
<b>2.4. Le Manitoba .....</b>	<b>12</b>
<b>2.5. Le Nouveau-Brunswick .....</b>	<b>13</b>
<b>2.6. La Nouvelle-Écosse .....</b>	<b>14</b>
<b>2.7. L'Ontario .....</b>	<b>16</b>
<b>2.8. Le Québec .....</b>	<b>18</b>
<b>2.9. La Saskatchewan .....</b>	<b>24</b>
<b>2.10. Terre-Neuve-et-Labrador .....</b>	<b>25</b>
<b>2. 11. Les Territoires du Nord-Ouest .....</b>	<b>26</b>
<b>2.12. Le Yukon .....</b>	<b>28</b>
<b>2.13. Tableau sommaire.....</b>	<b>30</b>
<b>3. Réflexions générales en vue du contenu du rapport .....</b>	<b>38</b>
<b>3.1. Les termes et les définitions .....</b>	<b>38</b>
<b>3.1.1. L'alphabétisation .....</b>	<b>38</b>
<b>3.1.2. Les compétences essentielles .....</b>	<b>39</b>
<b>3.1.3. La formation langagière .....</b>	<b>40</b>
<b>3.1.4. La francisation .....</b>	<b>40</b>
<b>3.2. Défis au niveau des données.....</b>	<b>42</b>

<b>3.2.1 Les données socio-démographiques sur les francophones .....</b>	<b>42</b>
<b>3.2.2 Le niveau d'alphabétisme et des compétences .....</b>	<b>43</b>
<b>3.2.3 Les données des programmes et services offerts en français dans chaque province et territoire.....</b>	<b>43</b>
<b>4. Des rapports de référence .....</b>	<b>45</b>
<b>5. Autres considérations et conclusions .....</b>	<b>46</b>
<b>6. Ébauche de canevas général pour le rapport « État des lieux en alphabétisation et en compétences des adultes en français au Canada ».....</b>	<b>48</b>
<b>7. Les marches à suivre.....</b>	<b>52</b>
<b>7.1 Le comité encadreur.....</b>	<b>52</b>
<b>7.2 Le comité de rédaction.....</b>	<b>53</b>
<b>7.2.1 Le chercheur principal .....</b>	<b>53</b>
<b>7.2.2 La coordination.....</b>	<b>53</b>
<b>7.2.3 Répartition du travail de rédaction .....</b>	<b>54</b>
<b>7.2.4 Le format du rapport et sa présentation.....</b>	<b>58</b>
<b>7.3 Diffusion du rapport .....</b>	<b>59</b>
<b>8. Liste de références et bibliographie .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

Notes : Ce document est préparé pour l'utilisation interne du RESDAC et ne doit pas être distribué au grand public ou publié sous sa forme actuelle.

Afin d'en simplifier la lecture, ce document utilise généralement le genre masculin pour désigner les personnes. Il sous-entend néanmoins toujours les personnes de sexe féminin.

## 1. Introduction

Depuis l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* en 1969, l'anglais et le français sont les langues officielles de l'État fédéral canadien. Tandis que le français au Québec se consolide, la proportion des francophones hors Québec a diminué et est passée de 7,3% à 4,4% entre 1951 et 2001 (Landry, 2003). La langue française est menacée par beaucoup de facteurs dont deux d'entre eux sont l'hégémonie de l'anglais et la fragmentation de la francophonie canadienne dans différents groupes comme les Acadiens, les Québécois, les Fransaskois etc. (Wagner, 2000 ; Landry, 2003). Les quatre enquêtes canadiennes sur les niveaux de l'alphabétisme (Southam, 1986 ; 1986 ; ECLEUQ, 1989 ; l'EIAA, 1994, EIACA, 2003<sup>1</sup>) ont révélé que le niveau d'alphabétisme des francophones est considérablement plus faible que celui des anglophones (Wagner, 2002). Dans les communautés minoritaires, les francophones doivent apprendre l'anglais pour participer à la vie sociale et économique. Le français est la langue de la vie familiale, communautaire et permet l'expression de la culture. Malgré leur résilience, les francophones en milieu minoritaire sont confrontés aux pressions de l'assimilation.

Dans l'histoire de l'alphabétisation en français au Canada, deux rapports sur l'état des lieux ont été publiés. Le premier, *En toutes lettres et en français* (1989), d'Andrée Boucher, faisait suite à la publication du rapport Southam et fût la bougie d'allumage qui mena à la création de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français. Le deuxième, *Vers une société pleinement alphabétisée* (2000), a été publiée par la FCAF sous la direction de Serge Wagner. Ce rapport comprend un résumé de l'état de l'alphabétisation en français dans toutes les provinces et territoires du Canada et présente un résumé d'une conférence nationale sur la question. Or, il y a eu beaucoup de changements dans l'alphabétisation en français depuis douze ans et de nouveaux enjeux apparaissent, auxquels viennent s'ajouter entre autres le concept des compétences et tout ce que cela peut engendrer.

---

<sup>1</sup> *Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes*

C'est dans ce contexte que le RESDAC envisage de produire un *Rapport sur l'État des lieux en alphabétisation et en compétences des adultes francophones au Canada*. En juillet 2012, le RESDAC m'a mandatée pour réaliser une recherche préliminaire en vue de porter une première réflexion sur la production d'un tel rapport. Par le présent document, je présente au RESDAC les résultats de mes consultations avec ses membres au sujet du rapport, les principaux éléments qui devront être inclus dans le rapport, des recommandations pour obtenir des informations pertinentes et une proposition de la marche à suivre pour produire le rapport.

Afin de rédiger ce document, j'ai consulté des rapports politiques et un certain nombre d'articles scientifiques, mais j'ai surtout communiqué avec les membres du RESDAC et avec d'autres experts qui étaient en mesure de m'éclairer sur des questions pertinentes.

Le RESDAC parle de « l'alphabétisme et compétences » pour indiquer qu'il s'agit d'une « famille de compétences ». En ce sens, le RESDAC promeut un modèle intégré de l'alphabétisme des francophones du Canada (FCAF, 2011). Le rapport va couvrir les domaines de l'alphabétisation et des compétences des adultes. Ce qui est entendu par cela sont les considérations, les recherches et les services autour de l'apprentissage des adultes au-dessous du niveau 3 de l'EIACA et au-dessous de l'année scolaire 12. Le rapport vise surtout à documenter les programmes et services qui contribuent à augmenter le niveau d'alphabétisme des adultes francophones peu alphabétisés et de leur permettre de faire des formations ultérieures ou de trouver un emploi. Ce sont des cours/programmes non formels d'alphabétisation, de compétences essentielles et d'employabilité ou bien des programmes scolaires d'équivalence comme par exemple les programmes de formation secondaire pour l'obtention du diplôme d'études secondaires pour adultes / diplôme d'enseignement général (GED). Le rapport pourrait aussi couvrir la formation langagière qui, selon certaines typologies de l'apprentissage des adultes (Myers, Conte & Rubenson, 2011) fait partie des compétences de base.

Ce rapport est organisé comme suit :

En premier sont présentés les résultats de la consultation avec les membres du RESDAC. Les résultats de la consultation sont organisés par province et territoire. Pour chaque province ou territoire, j'ai identifié une personne ressource, j'énumère les ministères responsables de l'alphabétisation et des compétences, j'identifie les principaux documents politiques clés, et je présente une analyse préliminaire qui est suivie de points clés. Un tableau sommaire de ces informations complète cette section.

Une deuxième section présente une ébauche de canevas général pour le rapport. La troisième partie présente des réflexions préliminaires sur certains défis et enjeux en lien avec le rapport. La quatrième partie porte sur la marche à suivre pour préparer le rapport sur l'état des lieux. Enfin, cette analyse est complétée par une bibliographie des sources possibles d'information.

## 2. Résultats de la consultation avec les membres du RESDAC

Tous les membres du RESDAC ont participé à la consultation, sauf celui des Territoires du Nord-Ouest. Le Nunavut n'est pas pris en compte dans ce rapport car il n'y a pas de membre du RESDAC en provenance de ce territoire. J'ai conduit un entretien en personne et sept au téléphone. J'ai communiqué avec les autres membres par courriel. Toutes les personnes à qui j'ai parlé avaient une attitude positive à l'égard du rapport. Toutes pensaient qu'il serait intéressant et utile d'avoir un tel rapport, et mon impression est que tous les membres seraient prêts à y contribuer.

Évidemment, la situation en ce qui concerne les services en alphabétisation et compétences en français se présente très différemment d'une province ou territoire à l'autre. Dans ce qui suit, je résume la situation et les résultats de mes communications avec les membres du RESDAC par province/territoire. Les données sur la responsabilité pour l'alphabétisation et les documents politiques clés en la matière sont, dans la majorité des cas, tirées de CUPE ; 2012 et Wagner, 2000 ; les données sur la population francophone sont tirées des rapports « Portrait des

minorités de langue officielle au Canada » publiés par le Ministère de l'Industrie et Statistique Canada<sup>2</sup>. Les documents politiques clés en matière d'alphabétisation auxquels je fais référence ne font toujours pas mention de l'alphabétisation de la population francophone.

## 2.1. L'Alberta

**Contact :** Mme Line Croussette, Doyenne adjointe et directrice, Centre collégial de l'Alberta, Campus Saint-Jean, Université de l'Alberta (*University of Alberta*)

(La Société d'éducation de l'Alberta (Éduk) a répondu aux questions).

**Responsabilité pour l'alphabétisation :** le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Technologie en Alberta (*Ministry of Advanced Education and Technology*) ; le Ministère des Ressources humaines (*Ministry of Human Services*) en milieu de travail ; la Société d'éducation de l'Alberta (Éduk) est en charge de l'alphabétisation francophone.

**Document politique clé en matière d'alphabétisation :** Littératie vivante : Un cadre de littératie pour une économie de nouvelle génération en Alberta (*Living Literacy : A Literacy Framework for Alberta's Next Generation*) ; la stratégie d'alphabétisation parents-enfants (*Parent-Child Literacy Strategy*) favorise les programmes de littératie intergénérationnelle pour les parents et leurs enfants d'âge préscolaire.

**Population :** 65 000 personnes ont déclaré le français comme langue maternelle lors du recensement de 2006.

Deux organisations offrent des services pour la population faiblement alphabétisée en Alberta : Éduk et le nouveau Centre collégial de l'Alberta qui fait partie du Campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta. On peut s'attendre à ce que le Centre collégial instaure des programmes d'équivalence de la 12<sup>e</sup> année. En ce moment, il n'y a aucun programme de formation en littératie en français en Alberta. Éduk a soumis une demande de subvention à ECALA (*Edmonton Community Adult Learning Association*) pour offrir de la formation langagière, et de la formation en

---

<sup>2</sup> <http://www5.statcan.gc.ca/bsolc/olc-cel/olc-cel?catno=89-642-XWE&lang=eng>



compétences de base. Le programme cible des francophones qui veulent améliorer leurs compétences en littératie, tout en apprenant l'anglais afin de trouver un emploi ou un meilleur poste.

Dans le passé, Éduk a coordonné, souvent avec des partenaires, plusieurs projets d'alphabétisation familiale. Actuellement, Éduk est impliqué dans le projet de recherche « Vers un modèle intégré de développement de compétences essentielles pour les parents de familles militaires par l'entremise d'une intervention en alphabétisation familiale » (du 2 janvier 2012 au 31 janvier 2013). L'organisation a aussi soumis une demande auprès de *Thrive on Wellness* afin de développer des ressources pour promouvoir la santé en français pour des personnes qui ont de la difficulté à lire.

**Points clés :** Les données seront disponibles par l'intermédiaire d'Éduk et du Centre collégial de l'Alberta. Le projet de recherche d'Éduk pourrait être présenté dans le rapport.

## 2.2. La Colombie Britannique

**Contact :** Entretien en personne avec M. Bassirou Dienne, Collège Éducentre

**Responsabilité pour l'alphabétisation :** Ministère de l'Enseignement supérieur, de l'Innovation et de la Technologie (*Ministry of Advanced Education, Innovation and Technology*), responsabilité primaire et Ministère de l'Éducation (*Ministry of Education*), coordination des organismes communautaires ; *Decoda Literacy Solutions* rassemble les organismes communautaires.

**Document politique clé en matière d'alphabétisation :** *Adult Opportunities Action Plan* (2007) (dans le contexte de *ReadNow BC*)

**Population :** 59 000 personnes ont déclaré le français comme langue maternelle lors du recensement de 2006 ; quelques 300 000 locuteurs du français.

Le Collège francophone Éducentre offre – souvent en partenariat avec d'autres organisations – les services suivants pour la population peu alphabétisée :

préparation aux tests du GED (offert en présentiel au Campus de Vancouver)  
cours en alphabétisation (ce qui comporte, entre autres, l'informatique de base)

des programmes d'employabilité et de compétences essentielles pour des personnes employées ou sans emploi.

actuellement, le Collège est impliqué dans un projet de recherche-action sur les besoins en compétences essentielles et en alphabétisation pour les femmes immigrantes. Le but de ce programme, dont l'alphabétisation est une composante, est de faciliter l'intégration sociale et économique des femmes immigrantes. 23 familles sont inscrites avec leurs enfants.

**Points clés :** Le Collège Éducacentre dispose des données de ses apprenants des cinq dernières années. Le collège a aussi fait d'autres recherches-actions qui pourraient être présentées dans le rapport (e.g. Collège Éducacentre, 2012).

### 2.3. L'Île-du-Prince-Édouard

**Contact :** Conservation téléphonique avec M. Donald Desroches, Président du Collège Acadie Î.-P.-É. et Mme Colette Arsenault, Coordonnatrice en littératie. La Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard / Collège Acadie Î.-P.-É.

**Responsabilité pour l'alphabétisation :** Department of Innovation and Advanced Learning

**Document politique clé en matière d'alphabétisation :** Stratégie pour l'alphabétisation *Tough Challenges, Great Rewards: A Literacy and Adult Education Strategy* (1996)

**Population :** lors du recensement de 2006, 5100 personnes ont indiqué que le français est leur langue maternelle.<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> StatsCan: Portrait of Official-Language Minorities in Canada: Francophones in Prince Edward Island

Le collège francophone communautaire sur l'Î.-P.-É., le Collège de l'Acadie, offre les services suivants :

- un programme de formation secondaire pour obtenir une équivalence de la 12<sup>e</sup> année / préparation aux tests du GED. De plus, le collège offre quelques programmes collégiaux comme des programmes d'employabilité (adjointe administrative bilingue ; services à la petite enfance).
- des activités de formation sur mesure en partenariat avec des employeurs. Par exemple, dans le cadre de l'initiative *PEI Workplace Learning*, le collège s'est impliqué dans la formation de 26 éducatrices en petite enfance. Leurs compétences ont été évaluées pour permettre une formation sur mesure. Certaines de ces éducatrices ne disposaient pas d'équivalence de 12<sup>e</sup> année, mais la documentation n'a pas différencié les participantes qui avaient un diplôme secondaire de celles qui n'en avaient pas. Le collège envisage de collaborer plus étroitement avec les entreprises pour offrir des formations qui visent le développement de compétences dont les gens ont besoin au travail, indépendamment de leur scolarisation.
- des cours de français (actuellement un cours en partenariat avec l'Université de Saint-Boniface (Manitoba) pour les employés du gouvernement.
- des projets d'alphabétisation familiale qui sont actuellement financés par le BACE.

**Points clés :** Des données seraient disponibles par le Collège de l'Acadie. Les données ne renseignent pas nécessairement sur la scolarité des apprenants.

## 2.4. Le Manitoba

**Contact :** correspondance par e-mail avec Mme Mona Audet, Directrice générale, Pluri-elles (Manitoba) inc.

**Population :** La population de langue maternelle française au Manitoba se chiffre à 47 110 personnes, soit 4,2 % de la population totale de la province.

**Responsabilité pour l'alphabétisation** : Department of Advanced Education and Literacy ; Department of Entrepreneurship, Training and Trade (pour l'alphabétisation en milieu de travail – *Workplace Education Manitoba*)

**Document politique clé en matière d'alphabétisation** : *Adult Literacy Act (2009) and Adult Literacy Strategy Framework (2009-2011)*

Pluri-elles (Manitoba) Inc. est le chef de file en matière d'alphabétisation en français au Manitoba. Fondé en 1982, l'organisme a ouvert son premier centre d'alphabétisation en 1991. Aujourd'hui, Pluri-elles a 9 centres et dessert plus de 20 communautés francophones partout dans la province. L'organisme Pluri-elles offre :

- des programmes d'alphabétisation, francisation et refrancisation pour les niveaux 1, 2, 3 et certains niveaux élevés (surtout en région parce qu'il n'y a rien de disponible) ;
- le programme de Diplôme d'Études Générales (DEG) par Internet partout dans la province et la formation des personnes apprenantes qui passent le test à l'Université de Saint-Boniface.

L'Université de Saint-Boniface offre des programmes de francisation et refrancisation aux personnes de niveaux plus élevés (niveau 4 et plus) comme les fonctionnaires, les immigrants de haut niveau, les étudiants internationaux, etc.

Le Centre d'apprentissage Franco-manitobain offre le diplôme de la 12<sup>e</sup> année, mais pas pour les personnes apprenantes peu alphabétisées.

**Point clé** : Les statistiques seraient disponibles auprès de Pluri-elles et de l'Université de Saint-Boniface.

## 2.5. Le Nouveau-Brunswick

**Contact :** Mme Angela Carr, Gestionnaire, Développement des programmes et opérations, Direction des services communautaires d'apprentissage pour adultes, Ministère de l'Éducation postsecondaire, formation et travail

**Responsabilité pour l'alphabétisation :** Ministère de l'Éducation postsecondaire, formation et travail

**Document politique clé en matière d'alphabétisation :** *Travaillons ensemble pour l'alphabétisation des adultes : Une stratégie d'alphabétisation pour adultes au Nouveau-Brunswick* (2009). Campagne public « L'alphabétisation : ça me touche plus que je le pense » (en coopération avec les autres provinces acadiennes).

Plan stratégique du Programme Compétences essentielles au travail (CET)

**Population :** 235 000 personnes ont indiqué le français comme langue maternelle ou comme première langue officielle parlée (à peu près 30 % de la population).

Les organisations suivantes offrent des programmes en alphabétisation et compétences aux adultes francophones peu alphabétisés:

Le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick offre des programmes préparatoires à la formation secondaire.

La coalition de l'alphabétisation du New Brunswick coordonne les programmes communautaires qui offrent la préparation au GED, des programmes gratuits d'alphabétisation pour adultes et un programme d'alphabétisation digitale.

Le Ministère de l'éducation postsecondaire, de la formation et du travail (MEPFT) offre des programmes de compétences essentielles en milieu de travail, basés sur les neuf compétences essentielles.

La Fédération de l'alphabétisation du Nouveau-Brunswick (FANB) regroupe les intervenants et apprenants et offre le tutorat pour les apprenants francophones (service direct).

Les districts scolaires francophones n'offrent pas de programmes pour les adultes.

Le réseau des bibliothèques publiques s'est impliqué dans une grande collecte de documents d'alphabétisation des adultes.

**Points clés :** Le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick pourrait fournir des données sur les programmes préparatoires à la formation secondaire ; la FANB pourrait fournir les nombres d'apprenants dans le tutorat.

La Direction des services communautaires d'apprentissage pour adultes, Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la formation et du travail, pourrait fournir les données suivantes pour le rapport :

Le nombre d'apprenants francophones inscrits dans des cours de niveau 1 et 2 de rattrapage scolaire (mathématiques ou français) ;

Le nombre d'apprenants francophones inscrits dans des cours de préparation aux tests du GED (offert en présentiel) ;

Le nombre d'apprenants francophones inscrits dans des cours d'alphabétisation digitale (digital literacy) ;

Le nombre d'apprenants francophones inscrits dans le programme de compétences essentielles en milieu de travail (Workplace Essential Skills/WES) dans les divers modèles de prestation (personnes ayant un emploi, personnes sans emploi ou apprentis).

## 2.6. La Nouvelle-Écosse

**Contact :** Conversation téléphonique avec Mme Maggie Hope-Simpson, Coordonnatrice de l'éducation des adultes pour la communauté acadienne, Ministère du Travail et de l'Éducation postsecondaire, Division de l'éducation aux adultes, Province de la Nouvelle-Écosse

Correspondance par e-mail avec Mme Ghislaine d'Éon, Directrice générale, Équipe d'alphabétisation, Nouvelle-Écosse

**Responsabilité pour l'alphabétisation :** Ministère du travail et de l'éducation postsecondaire

**Document politique clé en matière d'alphabétisation : La loi pour l'apprentissage des adultes (en consultation)**

**Population :** La communauté acadienne et francophone de la Nouvelle-Écosse comptait en 2006, 32 940 personnes (4% de la population) ayant le français comme première langue officielle.

Les programmes d'éducation des adultes sont coordonnés par l'École de formation des adultes de la Nouvelle-Écosse, qui est régie par une loi sur l'éducation des adultes.

Deux organismes offrent des services pour la population adulte francophone peu alphabétisée : L'Équipe d'alphabétisation Nouvelle-Écosse et l'Université Sainte-Anne. L'Équipe offre 8 à 9 cours d'alphabétisation à travers la province. Il s'agit de cours de français de base. 85 à 100 participants par an participent à ces cours qui durent 25 semaines (2h par semaine). L'Université Sainte-Anne offre le programme de Formation générale des adultes (FGA) dans ses cinq campus de la province ; cela permet aux adultes francophones d'améliorer leur littératie et leurs compétences essentielles ainsi que d'obtenir leur diplôme d'études secondaires en français. En plus, l'Université Sainte-Anne offre le programme FGA-Auxiliaires en soins continus qui est un programme mixte qui permet aux participants inscrits d'obtenir en même temps leur diplôme d'études secondaires et leur certificat d'auxiliaire en soins continus. L'étudiant diplômé pourra travailler comme préposé aux soins en service privé, pour des centres d'accueil, pour des foyers résidentiels, les soins à domicile ou pour des organismes communautaires.

Pendant l'année scolaire 2010-2011, 89 participants ont suivi les cours de l'Équipe ; 27 personnes ont suivi la formation à l'Université Sainte-Anne (NSSAL, 2011, p. 5). L'Équipe d'alphabétisation Nouvelle-Écosse offre plusieurs programmes d'alphabétisation familiale dans la province qui ont du succès.

A présent, le projet pilote *En voie du travail - un modèle de développement des compétences* est en préparation dans la région d'Argyle, un partenariat entre le RESDAC, l'Équipe alphabétisation, l'Université Sainte-Anne et le Conseil de développement économique. Ce programme est basé sur le modèle intégré d'alphabétisation (FCAF, 2011). Une étude de besoins auprès des employeurs vient d'être terminée. Le projet s'occupe de la pénurie de main d'œuvre dans la région, aggravée par les faibles compétences de beaucoup d'adultes francophones dans la région. Les francophones au-dessus de 30 ans ne savent souvent pas écrire en français parce qu'ils ont été scolarisés en anglais (cette situation a changé pour la génération en-dessous de 30 ans).

**Points clés :** des données seraient disponibles à travers l'École de formation des adultes de la Nouvelle-Écosse.

Les résultats du projet pilote devraient faire partie du rapport.

## 2.7. L'Ontario

**Contact :** après quelques tentatives pour joindre le COFA, j'ai reçu une réponse courte de la part de M. Michel Robillard. Il semble qu'étant donné la grande population de la province, il soit difficile de rassembler l'information, et faute de temps, on n'a pas pu me répondre dans les délais proposés. Mme Brigid Hayes, consultante indépendante, m'a aidé à comprendre la situation en Ontario.

### **Responsabilité pour l'alphabétisation :**

Le Ministère de la Formation et des Collèges et Universités (MTCU) gère le Programme d'alphabétisation et de formation de base (Literacy and Basic Skills (LBS) Program). Le programme est réalisé par Emploi Ontario (*Employment Ontario*) qui fournit le financement pour que les organismes communautaires, la commission scolaire et les collèges puissent offrir de la formation.

**Document politique clé en matière d'alphabétisation :** *Ontario Learns* (2005)

**Population :** En 2006, la communauté francophone en Ontario comptait 582 690 personnes (4,8% de la population).



Les organisations suivantes proposent des programmes aux adultes francophones peu alphabétisés :

Le Collège Boréal et La Cité collégiale offrent des programmes de rattrapage scolaire menant au certificat ACE (Accès carrière études équivalant à la 12<sup>e</sup> année) qui permet l'accès au collège. Le rattrapage scolaire est financé sous le Programme d'alphabétisation et de formation de base. Dans les statistiques, ce programme apparaît toujours comme OBS IV et V, mais l'Ontario est actuellement en train de changer le système de ses banques de données. Les données sur les programmes de rattrapage scolaire peuvent être obtenues auprès du Ministère de la Formation et des Collèges et Universités et/ou au College Sector Committee (CSC), un regroupement sectoriel qui est financé par le Programme d'alphabétisation et de formation de base.

Les organismes communautaires offrent des programmes d'alphabétisation, d'éducation de base et de compétences essentielles sous le Programme d'alphabétisation et de formation de base. La coalition ontarienne de formation des adultes (COFA) rassemble 28 organismes membres qui offrent leurs services dans une quarantaine de points de services.

Les commissions scolaires offrent la préparation du diplôme d'études secondaires de l'Ontario ou du certificat d'études secondaires de l'Ontario qui demande moins de crédits (14) que le diplôme d'études secondaires (30) et qui est conçu pour des adultes qui ont quitté l'école prématurément. Le Ministère de l'Éducation est responsable des commissions scolaires. Les commissions scolaires proposent aussi le programme d'alphabétisation et de formation de base pour ceux qui cherchent à obtenir leur équivalence de 12<sup>e</sup> année.

Des initiatives d'alphabétisation basées sur le web : AlphaRoute, e-Channel, Academic and Career Entrance (ACE) et Distance Delivery

**Points clés :** Toutes les données concernant le programme d’alphabétisation et de formation de base (qui est réalisé par les organismes communautaires, les commissions scolaires et les collèges) devraient être recueillies auprès du Ministère de la Formation et des Collèges et Universités. Le COFA n’a pas de données disponibles sur les programmes des organismes communautaires.

Comme un nouveau système de données est établi en ce moment en Ontario par Employment Ontario, il se pourrait qu’il soit difficile de recueillir des données. Il sera important d’avoir une personne contact qui ait une bonne relation avec le Ministère de la Formation, des Collèges et Universités et les autres organismes de la province (e.g. Mme Brigid Hayes).

## 2.8. Le Québec

**Contact :** Correspondance par e-mail avec Daniel Baril, Chargé de projet aux politiques éducatives des adultes, Institut de coopération pour l’éducation des adultes (ICÉA)

Conversation téléphonique avec François Dallaire, CDÉACF

Conversation téléphonique avec Caroline Meunier, RGPAQ

Correspondance par e-mail avec Benjamin Fisher, Analyste aux politiques de la main-d’œuvre, COCDMO

Correspondance par e-mail avec Mme Diane Pouliot, Agente de développement et de communication, La Table des responsables de l’éducation des adultes et de la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec (TRÉAQFP)

Correspondance par e-mail avec M. Raymond Ouellette, responsable de la statistique officielle, MELS, Direction des statistiques et de l’information décisionnelle

Conversation téléphonique avec M. Paul Bélanger, UQAM

**Responsabilité pour l’alphabétisation :** Ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) ; Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)

**Document politique clé en matière d’alphabétisation :** *Politique gouvernementale d’éducation des adultes et de formation continue* (Ministère de l’Éducation, 2002)

Au Québec, le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) dispose d'une grande gamme de données. Le défi sera d'obtenir des données sur les organismes communautaires. Selon l'ICÉA, « les données sur les organismes communautaires en alphabétisation ou en développement de l'employabilité sont pratiquement inexistantes ». Les dernières données sur les activités des organismes communautaires ont été publiées sur le site web du Ministère de l'Éducation dans le rapport "Personnes inscrites aux services d'alphabétisation du Québec" qui date de 2002-2003. D'après le RGPAQ, la façon de comptabiliser les inscriptions aux organismes communautaires a changé en 2003 quand la formule financière a changé. Avant, les organismes étaient financés pour l'alphabétisation (« atelier alpha »). Depuis le changement, ils sont financés par mission, pour l'ensemble des services qu'ils offrent (comme le travail de sensibilisation). Donc les organismes donnent le nombre des personnes dont ils s'occupent, qui ne correspond pas au nombre des personnes qui sont inscrites à l'alphabétisation. En plus, la façon de recueillir et d'organiser les données change régulièrement, donc on ne peut pas les comparer d'une année sur l'autre.

Le MELS m'a envoyé des données qui vont être publiées sous peu. Elles proviennent de l'édition 2011 des statistiques officielles sur la formation générale des adultes dans les centres d'éducation pour adultes des trois réseaux d'enseignement : 1) public (les commissions scolaires) ; 2) privé (il y en a très peu) et 3) gouvernemental (réserves fédérales indiennes, en réalité une seule communauté près de Québec). Les éditions 2009 et 2010 n'ont pas été publiées à cause de changements informatiques au MELS. Les statistiques – qui pourraient être ventilées davantage selon les besoins – peuvent être requises auprès de M. Raymond Ouellette, démographe, responsable de la statistique officielle, MELS, Direction des statistiques et de l'information décisionnelle, tél. (418) 643-3684 poste 2907 ; courriel : [raymond.ouellette@mels.gouv.qc.ca](mailto:raymond.ouellette@mels.gouv.qc.ca)

Une autre personne à contacter au MELS sur les dossiers liés à la formation générale des adultes serait Mme Thérèse Dupuis ([therese.dupuis@mels.gouv.qc.ca](mailto:therese.dupuis@mels.gouv.qc.ca))

Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF – Monsieur François Dallaire) a exprimé un grand intérêt pour l'étude et a offert son soutien pour collecter des données, par exemple dans les bibliothèques.

Les organisations suivantes offrent des programmes en alphabétisation et compétences aux adultes francophones peu alphabétisés :

### **Les Centres d'éducation des adultes des commissions scolaires**

Au Québec, les commissions scolaires ont une grande responsabilité pour l'éducation de base des adultes. En général, les programmes offerts par les 200 Centres d'éducation des adultes (Programmes de formation de base et d'employabilité et des équivalences de 12e année) mènent à l'obtention d'un diplôme. Les Centres sont gérés et financés par le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS).

Les données sur la participation aux services des centres d'éducation des adultes des commissions scolaires sont disponibles sur le site du MELS :

<http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/publications/index.asp?page=statistiques>. Le dernier rapport a été publié par le Ministère en 2008 et contient les données de 2006-2007.

### **Les organismes communautaires**

En général, les programmes offerts par les 131 organismes communautaires incluent l'alphabétisation et la formation de base, les compétences essentielles et l'employabilité sans diplôme.

### **Il existe deux principaux réseaux :**

#### **Le RGPAQ (Ministère associé : MELS)**

Les groupes d'alphabétisation populaire sont les principaux organismes communautaires dédiant leur action à l'alphabétisation et la formation de base. Ces

organismes sont regroupés sur le plan provincial au sein du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ). Le RGPAQ représente 81 groupes d'alphabétisation populaire œuvrant dans toutes les régions du Québec. Les organismes en alphabétisation populaire sont financés dans le contexte du Programme d'action sur le terrain de l'éducation (PACTE) du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS).

### **La COCDMO (Ministère associé : MESS)**

Le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MESS) poursuit des orientations en matière de formation de base, ce qui inclut l'alphabétisation. C'est principalement par l'entremise du *Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre* que le MESS finance des initiatives de formation de base en lien avec l'emploi. Il est possible que les organismes communautaires en développement de l'employabilité reçoivent du soutien financier de ce fonds. Ces organismes sont regroupés au niveau provincial au sein de la Coalition des organismes communautaires pour le développement de l'employabilité (COCDMO). Ces organismes n'ont pas une mission d'alphabétisation, bien qu'il soit possible que certains organismes offrent des activités d'alphabétisation. La COCDMO n'a pas de données sur les activités d'alphabétisation/de formation de base dans les programmes d'employabilité.

### **Les bibliothèques publiques (Ministère associé : Ministère de la Culture)**

Il y a des bibliothèques publiques qui offrent des programmes pour la population francophone peu alphabétisée, mais c'est à la discrétion de chaque bibliothèque d'offrir de tels services.

Depuis quelques années, les réseaux des bibliothèques développent une perspective "d'orientation communautaire", mais l'alphabétisation ne fait pas partie d'un mandat systématique. Quelquefois, les bibliothèques se mettent avec des groupes populaires d'alphabétisation pour organiser des activités d'alphabétisation (un exemple d'une telle coopération est le projet « Alpha Biblio » (CCA, 2009)).

Les bibliothèques du Québec sont organisées dans trois réseaux :

Le réseau des bibliothèques de Montréal (géré par la ville de Montréal)

Le réseau des bibliothèques de Québec (géré par l'Institut Canadien de Québec)

Le réseau BIBLIO du Québec (qui regroupe les bibliothèques rurales, souvent gérées par des bénévoles)

Pour recueillir des données sur les programmes offerts à la population francophone faiblement alphabétisée, on devrait contacter les trois réseaux, mais il est fort probable qu'il soit nécessaire de faire une recherche en direct auprès des personnes impliquées. Du fait de son rôle dans le projet « Alpha Biblio » le CDÉACF serait en mesure de fournir certaines données. Le CDÉACF a indiqué son intérêt pour une telle recherche et serait prêt à y prendre part (et éventuellement à demander des fonds).

### **Les employeurs**

Les entreprises financent leurs projets d'alphabétisation et de francisation à l'aide du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (voir orientation sur la formation de base dans le programme de subvention 2012-2013 : <http://emploi.quebec.net/entreprises/formation/loi-competences/subventions/index.asp>).

En général, les activités de formation en alphabétisation dans les entreprises sont rares (MESS, 2003 ; Roberge & Saysset, 2003). Certaines entreprises s'impliquent dans des programmes de formation de base pour leurs employés. Ces programmes incluent des épreuves comme les tests d'équivalence de niveau de scolarité (TENS) ou les tests du GED en plus du rehaussement des compétences en français et en mathématiques jusqu'au niveau du diplôme d'études secondaires (DES). En 2010-2011, 14,4% des subventions accordées dans le cadre du programme « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre » et 3% des subventions accordées dans le cadre du programme « Soutien aux promoteurs

collectifs pour le développement de la main-d'œuvre » ont été investies dans l'acquisition de la formation de base (Gouvernement du Québec, 2011).

Les données concernant l'utilisation du « Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre » se trouvent dans les rapports annuels de celui-ci :

[http://emploi.quebec.net/publications/pdf/ADMIN\\_rapport\\_activite\\_FDRCMO\\_2010-2011.pdf](http://emploi.quebec.net/publications/pdf/ADMIN_rapport_activite_FDRCMO_2010-2011.pdf). Une autre source pour obtenir des données serait la Fédération des travailleurs de Québec.

Certaines entreprises proposent de la formation de base dans le cadre des services aux entreprises (SAE) offerts par les commissions scolaires et les collèges. Le Collège Édouard-Montpetit est impliqué dans cette initiative qui pourrait être mise en valeur dans le rapport.

L'Université de Sherbrooke (Chercheure principale : Rachel Bélisle) est en train de conduire un projet de recherche intitulé : « Orientation professionnelle des adultes sans diplôme dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie ». Un volet s'intéressera à des adultes en alphabétisation. Les conclusions sont prévues pour 2014. Ce projet pourrait être mentionné dans le rapport.

### **Points clés :**

Le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) dispose des données sur les activités des Centres d'éducation des adultes des commissions scolaires. Le dernier rapport a été publié par le Ministère en 2008 et contient les données de 2006-2007. Un nouveau rapport sera publié sous peu.

On devrait contacter le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MESS) pour les programmes en milieu de travail qui concernent l'utilisation du « Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre ».

La COCDMO n'a pas de données, donc on devrait contacter les regroupements de la COCDMO (ROSEPH ; CEIQ ; ACREQ ; RCJEQ ; RQUODE ; RCEE ; RSSMO) qui offrent

des services et mesures d'emploi.

On aura également des difficultés à recueillir des données sur les activités en matière d'alphabétisation qui ont lieu dans les bibliothèques publiques.

Il sera nécessaire de contracter un ou deux chercheurs ou de former des partenariats pour saisir la situation au Québec, notamment dans le domaine des organismes communautaires, des entreprises, et des bibliothèques (voir la section 6 sur la marche à suivre).

## 2.9. La Saskatchewan

**Contact :** M. Francis Kasongo, Directeur général, Collège Mathieu-SEFFA

**Responsabilité pour l'alphabétisation :** Ministère de l'éducation

**Document politique clé en matière d'alphabétisation :** La modification du programme d'alphabétisation et de formation de base (ABE) en 1999 était la dernière initiative liée à l'alphabétisation. L'ébauche d'une stratégie pour l'alphabétisation a été écrite par le Ministère de l'Éducation et le Ministère de l'enseignement supérieur, de l'Emploi et de l'Immigration (*Ministry of Advanced Education, Employment and Immigration*) en 2010-11.

**Population :** En 2006, la communauté francophone en Saskatchewan comptait 17 575 personnes (un peu moins de 2% de la population).

Le Collège Mathieu offre des services pour la population adulte francophone peu alphabétisée. Le Collège administre le GED (diplôme d'enseignement général), destiné aux adultes n'ayant pas terminé leurs études secondaires ou n'ayant jamais obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires.

Au niveau de l'alphabétisation, il y a de la formation linguistique (*French for parents*) pour les parents dont les enfants fréquentent les écoles francophones et d'immersion. Ces parents étudient le français comme langue seconde. Dans ce même volet, le collège offre également le français basé sur la communication orale.

Quelques ateliers d'alphabétisation familiale sont également offerts (pour parents et enfants, dans des Centres d'appui à la famille et à l'enfance (CAFE) et des groupes de jeux). Le collège offre aussi de la formation en compétences essentielles (dans le



Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME) et à travers la communauté francsaskoise).

**Points clés :** Le Collège Mathieu peut fournir les données des inscriptions aux différentes formations qu'il donne.

## 2.10. Terre-Neuve-et-Labrador

Conversation téléphonique avec Mme Roxanne Leduc, Chargée de projets, Fédération des Francophones de Terre-Neuve-et-Labrador

**Responsabilité pour l'alphabétisation :** Département de l'Enseignement supérieure et des compétences (*Department of Advanced Education and Skills*)

**Document politique clé en matière d'alphabétisation :** Plan Stratégique d'Alphabétisation (*Strategic Literacy Plan*) (2000)

**Population :** La population de Terre-Neuve et du Labrador est de 505 469 personnes (recensement 2006). La population francophone et acadienne compte environ 2 500 personnes de langue maternelle française (à peu près 0,5 % de la population totale). On compte aussi environ 18 500 personnes qui parlent le français (tout en ayant une autre langue maternelle). Les francophones de Terre-Neuve-et-Labrador se concentrent principalement dans trois régions : 1) le nord du Labrador ; 2) l'ouest de la péninsule de Port-au-Port et 3) St. John's et l'est de la péninsule d'Avalon. Le mandat de la Fédération des Francophones de Terre-Neuve et du Labrador est de promouvoir les droits des francophones et de faire du lobbying pour la population francophone dans la région. L'alphabétisation ne fait pas partie du mandat de la Fédération.

La Fédération a reçu un financement du BACE pour faire une étude des besoins en matière d'alphabétisation des francophones dans les trois régions francophones de Terre-Neuve-et-Labrador, notamment les besoins en matière d'alphabétisation familiale visant particulièrement les familles exogames, les immigrants francophones et les ayants droit. L'initiative découle de la Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013. Cette étude est encore en production – il

est prévu que le rapport de cette étude soit disponible au début 2013. En ce moment, la Fédération organise des rencontres avec les différents partenaires (ministères, associations et organisations francophones, conseils scolaires, partenaires de l'économie, de l'université etc.) dans le cadre du rapport. Dans le contexte de l'étude, ils rassemblent des données sur le profil démographique de la région.

La population francophone de Terre-Neuve- et- Labrador se compose de différents groupes qui ont chacun des besoins spécifiques : 1) les immigrants francophones ; 2) la troisième génération des familles francophones qui a été scolarisée en anglais et qui ne parlent pas ou peu le français ; et 3) les familles exogames.

Il y a cinq écoles francophones en Terre-Neuve- et-Labrador avec un total de 306 élèves. Il y a plus d'enfants en maternelle. Les parents ne peuvent souvent pas suivre le curriculum de leurs enfants à l'école par manque de connaissance de la langue française.

Il n'y a pas de cours en alphabétisation ou alphabétisation familiale dans la région. Une des raisons évoquée est la grande distance qui sépare les communautés, ce qui empêche une vie communautaire de la population francophone.

**Points clés :** Pas de cours en alphabétisation ou alphabétisation familiale dans la région, donc pas de données disponibles.

Étude de besoins en cours qui pourrait fournir des données utilisables pour le rapport sur les besoins éducatifs de la population francophone.

## 2. 11. Les Territoires du Nord-Ouest

Contact : M. Léo-Paul Provencher, Fédération franco-ténoise

**Responsabilité pour l'alphabétisation :** Ministère de l'Education, de la Culture et de l'Emploi (*Department of Education, Culture and Employment*)

**Document politique clé en matière d'alphabétisation :**

Vers la littératie et l'alphabétisation – un cadre stratégique 2008-2018 (Towards Literacy: A Strategy Framework 2008-2018) est la version renouvelée de la Stratégie

de Littératie TNO (NWT Literacy Strategy) qui s'appuie sur la stratégie précédente (2001-2005).

**Population:** La communauté franco-ténoise comptait, en 2006, 1 060 personnes ayant le français comme première langue officielle parlée. Les Franco-Ténois se concentrent surtout dans la zone urbaine de Yellowknife, où habitent plus de 770 d'entre eux. Les autres francophones se trouvent principalement dans les communautés de Hay River, Fort Smith et Inuvik.

La Fédération franco-ténoise offre des services à la communauté francophone qui a des besoins en matière d'éducation. Le financement est assuré par le Fonds de Développement de l'Alphabétisation Communautaire (Community Literacy Development Fund). Il y a également des programmes d'alphabétisation familiale (actuellement « Lire rime avec plaisir ! »). Le Collège Francophone des TNO vient de s'établir et pourrait éventuellement prendre une plus grande place dans le dossier.

**Point clé :** La Fédération franco-ténoise et éventuellement le Collège Francophone des TNO pourraient fournir les données pour le rapport.

## 2.12. Le Yukon

**Contact :** Conversation téléphonique et correspondance avec Mme Isabelle Salesse, Directrice générale, Association franco-yukonnaise

**Responsabilité pour l'alphabétisation :** Ministère de l'Éducation (Department of Education)

**Document politique clé en matière d'alphabétisation : la Stratégie sur l'Alphabétisation du Yukon (*Yukon Literacy Strategy*) (2001)**

**Population :** Il y a environ 1 500 francophones au Yukon (4,1% de la population) Le « Service d'orientation et de formation des adultes » (SOFA), une division de l'Association franco-yukonnaise (AFY) offre l'alphabétisation, la francisation, la préparation à l'emploi et le perfectionnement professionnel. Depuis septembre 2011, des cours de français sont offerts pour les employés du gouvernement du Yukon et pour le public.

L'Association franco-yukonnaise offre des consultations aux individus qui ont besoin d'améliorer leur niveau de français ou qui cherchent un emploi ou à étudier à distance. Les cours d'alphabétisation offerts par le SOFA sont proposés en tutorat individuel.

Différents programmes d'alphabétisation familiale sont proposés par le SOFA au Yukon. Un programme, « Contes sur roues » cible les enfants de 0 à 5 ans et leurs parents, particulièrement les familles exogames qui désirent encourager l'usage du français à la maison. L'Association a fait deux études sur les besoins en alphabétisation familiale au Yukon, l'une en 2004 sur les familles francophones en général et l'autre en 2010 sur les familles exogames.

**Point clé:** L'Association franco-yukonnaise, par le biais du SOFA, pourrait fournir les données pour le rapport.

Les données recueillies dans le cadre des consultations sont reprises dans le tableau sommaire qui suit.

**2. 13. Tableau sommaire : Services pour la population faiblement alphabétisée et disponibilité de données dans les provinces/territoires :**

<b>Provinces et territoires</b>	<b>Les organisations qui offrent des services à la population faiblement alphabétisée</b>	<b>Type de service/d'activité</b>	<b>Responsabilité politique pour l'alphabétisation/compétences de base</b>	<b>Sources possibles des données</b>
L'Alberta	La Société d'éducation de l'Alberta (Éduk) est en charge de l'alphabétisation francophone. Centre collégial de l'Alberta, Campus Saint-Jean, Université de l'Alberta.	Formation langagière ; compétences de base ; alphabétisation familiale	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Technologie ; Ministère des Ressources Humaines (en milieu de travail) ; la Société d'éducation de l'Alberta (Éduk) est en charge de l'alphabétisation francophone.	Éduk et le Centre collégial de l'Alberta
La Colombie Britannique	Collège Educacentre	Alphabétisation, compétences essentielles, employabilité, formation langagière	Ministère de l'Enseignement supérieur, de l'Innovation et de la Technologie (responsabilité primaire) et Ministère de l'Éducation (coordination des organismes communautaires).	Éducacentre

Provinces et territoires	Les organisations qui offrent des services à la population faiblement alphabétisée	Type de service/d'activité	Responsabilité politique pour l'alphabétisation/compétences de base	Sources possibles des données
L'Île-du-Prince-Édouard	La Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard / Collège Acadie Î.-P.-É.	Employabilité, cours de français pour les employés du gouvernement, alphabétisation familiale	Department of Innovation and Advanced Learning	La Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard / Collège Acadie Î.-P.-É.
Le Manitoba	Pluri-elles Manitoba Inc.	des programmes d'alphabétisation, francisation et re francisation pour les niveaux 1, 2, 3 et certains niveaux plus élevés ; le programme de Diplôme d'Études Générales (GED) par Internet ; formation des personnes apprenantes qui passent le test à l'Université de Saint-Boniface.	Department of Advanced Education and Literacy ; Department of Entrepreneurship, Training and Trade (pour l'alphabétisation en milieu de travail – Workplace Education Manitoba)	Pluri-elles Manitoba Inc.

Provinces et territoires	Les organisations qui offrent des services à la population faiblement alphabétisée	Type de service/d'activité	Responsabilité politique pour l'alphabétisation/compétences de base	Sources possibles des données
Le Nouveau-Brunswick	<p>Le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick ;</p> <p>Les programmes communautaires (représentés par la coalition de l'alphabétisation du Nouveau-Brunswick)</p> <p>Le Ministère de l'éducation postsecondaire, de la formation et du travail (MEPFT)</p> <p>La Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick (FANB)</p>	<p>Programmes préparatoires à la formation secondaire</p> <p>Programmes préparatoires au GED et l'alphabétisation ; et un programme d'alphabétisation numérique.</p> <p>Programmes de compétences essentielles en milieu de travail, basés sur les neuf compétences essentielles.</p> <p>Tutorat pour les apprenants francophones</p>	Éducation postsecondaire, formation et travail	<p>Le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick ; la FANB</p> <p>La Direction des services communautaires d'apprentissage pour adultes, Éducation postsecondaire, formation et travail :</p> <p>Le nombre d'apprenants francophones inscrits à des cours de niveau 1 et 2 de rattrapage scolaire (mathématiques ou français) ;</p> <p>des cours de préparation du GED en classe ;</p> <p>des cours d'alphabétisation numérique ;</p> <p>le programme de compétences essentielles en milieu de travail</p>

Provinces et territoires	Les organisations qui offrent des services à la population faiblement alphabétisée	Type de service/d'activité	Responsabilité politique pour l'alphabétisation/compétences de base	Sources possibles des données
La Nouvelle-Écosse	<p>L'Équipe d'alphabétisation-Nouvelle-Écosse</p> <p>L'Université Sainte-Anne</p>	<p>Cours d'alphabétisation et de francisation</p> <p>Formation générale aux adultes qui n'ont pas obtenu leur diplôme d'études secondaires</p>	Ministère du travail et de l'éducation postsecondaire	l'École de formation des adultes de la Nouvelle-Écosse



Provinces et territoires	Les organisations qui offrent des services à la population faiblement alphabétisée	Type de service/d'activité	Responsabilité politique pour l'alphabétisation/compétences de base	Sources possibles des données
L'Ontario	<p>Le Collège Boréal et la Cité Collégiale</p> <p>28 organismes communautaires (représentés par la coalition ontarienne de formation des adultes (COFA))</p>	<p>Programmes de rattrapage scolaire menant au certificat ACE (Accès carrière études équivalent à la 12<sup>e</sup> année) qui permet l'accès au collège.</p> <p>Programmes d'alphabétisation, d'éducation de base et de compétences essentielles.</p>	<p>Le Ministère de la Formation et des Collèges et Universités (MTCU) gère le Programme d'alphabétisation et de formation de base (exécuté par Emploi Ontario) qui fournit le financement pour que les organismes communautaires, la commission scolaire et les collèges puissent offrir de la formation.</p>	<p>Ministère de la Formation et des Collèges et Universités ; Emploi Ontario ; COFA pour les organismes communautaires (incertain)</p>
L'Ontario (suite)	Les commissions scolaires	Préparation du diplôme d'études secondaires de l'Ontario ou du certificat d'études secondaires de l'Ontario		

Provinces et territoires	Les organisations qui offrent des services à la population faiblement alphabétisée	Type de service/d'activité	Responsabilité politique pour l'alphabétisation/compétences de base	Sources possibles des données
Le Québec	<p>Les Centres d'éducation des adultes des commissions scolaires</p> <p>Les organismes communautaires (deux principaux réseaux, le RGPAQ (MELS) et le COCDMO (MESS))</p>	<p>Éducation générale des adultes (études de niveaux secondaires comme la préparation aux D.E.S et à la formation professionnelle, menant à l'obtention d'un diplôme.</p> <p>L'alphabétisation et la formation de base, les compétences essentielles et l'employabilité sans diplôme</p>	<p>Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) ; Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)</p>	<p>Beaucoup de données pourront être obtenues auprès du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)</p> <p>Les données ne sont pas facilement disponibles</p>
Le Québec (suite)	<p>Bibliothèques publiques</p> <p>Entreprises/Employeurs</p>			<p>Les données ne sont pas facilement disponibles (le CDÉACF serait un bon contact)</p> <p>Les données ne sont pas facilement disponibles (certaines pourraient éventuellement être trouvées auprès des commissions scolaires (pour les SAE) ou au MESS).</p>

Provinces et territoires	Les organisations qui offrent des services à la population faiblement alphabétisée	Type de service/d'activité	Responsabilité politique pour l'alphabétisation/compétences de base	Sources possibles des données
Le Saskatchewan	Le Collège Mathieu	Alphabétisation, compétences essentielles, préparation au GED, alphabétisation familiale	Ministère de l'éducation	Collège Mathieu
La Terre-Neuve-et-Labrador	Fédération des Francophones de Terre-Neuve et du Labrador	Pas de programmes actuellement	Département de l'Enseignement supérieur et des compétences	Actuellement la Fédération des Francophones de Terre-Neuve- et- du- Labrador conduit une étude des besoins éducatifs dans la région
Les Territoires du Nord-Ouest	Fédération franco-ténoise Collège Francophone des TNO	Pas d'information. Propose probablement du soutien aux individus qui veulent poursuivre des études secondaires ; alpha familiale	Ministère de l'Education, de la Culture et de l'Emploi	Fédération franco-ténoise Collège Francophone des TNO

Provinces et territoires	Les organisations qui offrent des services à la population faiblement alphabétisée	Type de service/d'activité	Responsabilité politique pour l'alphabétisation/compétences de base	Sources possibles des données
Le Yukon	<p>L'Association franco-yukonnaise</p> <p>Service d'orientation et de formation des adultes (SOFA)</p>	<p>Consultations aux individus qui cherchent à améliorer leur niveau de français ou qui cherchent un emploi ou à étudier à distance ; cours d'alphabétisation en tutorat.</p> <p>Alphabétisation, francisation, préparation à l'emploi et perfectionnement professionnel ; cours de français pour les employés du gouvernement du Yukon et pour le public.</p>	Ministère de l'Éducation	L'Association franco-yukonnaise

### 3. Réflexions générales sur le contenu du rapport

Cette section comprend des réflexions générales tirées des consultations et des recherches papiers qui nous informent sur le contenu potentiel du rapport.

#### 3.1. Les termes et les définitions

J'ai constaté que les locuteurs utilisent différents termes pour présenter le même service ou encore, le même terme est employé pour évoquer différentes choses. Ceci n'est pas surprenant vu que la formation des adultes est de juridiction provinciale ou territoriale et qu'il n'y a pas de consensus d'une province ou territoire à l'autre sur l'emploi des termes. Cela dit, soulignons que cette situation rend difficile la généralisation de l'information et les analyses comparatives.

Dans le rapport, il serait utile de discuter, de bien définir et d'uniformiser dans la mesure du possible, les termes qui sont employés. Dans ce but, je propose une typologie des concepts d'alphabétisation – formation langagière – compétences essentielles – francisation et une discussion de la relation de tous ces concepts entre eux.

Ci-dessous quelques commentaires qui suggèrent ce dont on pourrait discuter plus amplement dans le rapport :

##### 3.1.1. L'alphabétisation

Au niveau du concept, le rapport devrait relever les différentes définitions de l'alphabétisation et des compétences essentielles dans la documentation scientifique et les rapports internationaux et nationaux, ainsi qu'au niveau des gouvernements provinciaux et territoriaux et des organismes. On pourrait faire référence aux définitions de l'UNESCO et aux différentes définitions de l'alphabétisation dans les provinces et territoires canadiens et documenter la tendance de ces définitions à englober de plus en plus le concept des compétences, comme dans l'exemple de la définition de l'alphabétisation utilisée dans la *Stratégie d'alphabétisation des adultes*

du *Nouveau-Brunswick* qui se réfère directement aux compétences essentielles :

« Étant donné les exigences élevées liées au travail dans la province, notre définition de l’alphabétisation fait également référence aux « compétences essentielles » qui aident les gens à exécuter les tâches dans le cadre de leur emploi (ou de l’emploi convoité), qui sont nécessaires à l’apprentissage d’autres compétences et qui améliorent la capacité des gens à innover et à s’adapter aux changements dans leur milieu de travail. » (Nouveau-Brunswick, 2009, p. 6)

Les sources suivantes seraient utiles pour la section sur les définitions : Ntiri, 2009 ; UNESCO, 2006 ; Wagner, 2000 ; la prochaine édition du Rapport mondial sur l’apprentissage et l’éducation des adultes (GRALE), qui portera sur l’alphabétisation et qui sera publié au début 2013. Une source importante pour les définitions au niveau des provinces canadiennes est le CUPE, 2012.

### 3.1.2. Les compétences essentielles

Au Canada, le terme « compétences essentielles » est associé aux neuf compétences essentielles développées par le gouvernement (RHDCC) depuis 1994 dans le but de définir les professions. Ce terme est fortement lié aux compétences requises en milieu de travail et il reflète le point de vue des employeurs plutôt que celle des apprenants. Par conséquent, les programmes de « compétences essentielles » ne ciblent pas automatiquement les apprenants sans diplôme d’études secondaires. Le concept est utilisé non seulement pour l’apprentissage, mais aussi pour l’évaluation des apprenants ou des employés (par exemple avec le test TOWES) en vue de réduire le besoin de formation des employés (Jackson, 2005, p. 42). L’agenda des « compétences essentielles » est critiqué par certains chercheurs qui estiment qu’il enlève des ressources à l’alphabétisation et qu’il est très loin de la réalité des personnes qui ont besoin d’améliorer leur alphabétisme (Millar, 2005, p. 33). Cet agenda appuie la perspective du capital humain où l’individu est responsable de s’approprier des compétences au lieu de mettre l’accent sur la qualité de vie des individus (p. 31).

Il faudrait aussi clarifier la distinction qui est faite par le RESDAC quant à l'emploi du terme "compétences" au lieu de "compétences essentielles".

### 3.1.3. La formation langagière

Dans certaines typologies d'éducation des adultes, les cours de langue font partie de l'éducation de base (Myers, Conte & Rubenson, 2011). Donc, le rapport pourrait recueillir aussi des données sur les cours de français pour les immigrants, les employés du gouvernement et d'autres groupes cibles. Cependant, on devrait évoquer que dans le contexte du rapport, les cours de langue font plutôt partie de la francisation ou de la re francisation que de l'alphabétisation. Un individu que j'ai consulté a souhaité que le rapport se charge de la question des répercussions qui découlent de l'arrivée d'immigrants francophones (par exemple, de nouveaux arrivants en provenance de l'Afrique) dont les nuances culturelles compliquent l'enseignement de la littérature et des compétences essentielles en français.

Un autre phénomène qui devrait être discuté dans le rapport est les cours de langue anglaise pour les francophones qui ont pour but d'améliorer l'employabilité de la population francophone (Alberta).

### 3.1.4. La francisation

La francisation a été abordée par presque tous mes interlocuteurs. L'alphabétisation et la francisation sont souvent confondues ce qui pose des problèmes au niveau pratique mais aussi financier. Les services d'alphabétisation sont souvent offerts à une population immigrante, ce qui soulève la question de savoir si cette population vient chercher une alphabétisation ou une francisation ?

Le groupe d'apprenants qui a besoin d'intervention de francisation est hétérogène. Il y a des immigrants (surtout au Québec, mais aussi en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick) qui apprennent la langue française ; il y a des enfants vivant en milieu minoritaire qui ont une connaissance limitée de la langue française ; et puis il

y a les enfants des familles exogames. La francisation comprend davantage que le seul apprentissage de la langue ; elle désigne aussi l'appropriation de la culture francophone. Il existe plusieurs définitions de la francisation (Conseil des ministères de l'éducation, 2002). On pourrait en fournir quelques-unes dans le rapport et évoquer le problème de la relation entre l'alphabétisation et la francisation.

Deux autres groupes viennent chercher des services de francisation. Ce sont les parents non francophones en situation d'exogamie qui désirent soutenir leurs enfants dans leur cursus au sein des écoles francophones ou d'immersion. Il existe aussi toute une génération de francophones en contexte minoritaire qui a appris le français à un très jeune âge mais qui, pour différentes raisons, l'a perdu au fil des ans. Dans certaines provinces ou certains territoires, on se réfère à des programmes de francisation ou encore de "refrancisation" lorsque l'on parle de programmes de formation linguistique.

Le rapport pourrait peut-être considérer l'intégration d'une matrice pour refléter la diversité terminologique et les clientèles cibles. La matrice suivante peut servir de point de départ pour refléter les programmes offerts aux francophones en situation minoritaire :

	FLS	ALS	Francisation	Refrancisation	Alpha et CE
Parents exogames	* (French for parents)				* (programmes d'alpha familiale)
Parents francophones			*	*	*
Immigrants	*	*	*		*
Adultes francophones			*	*	*



## 3.2. Défis au niveau des données

Il y a trois types de données, en provenance de différentes sources, qui devraient être traités dans le rapport et qui comportent des défis très différents.

### 3.2.1. Les données socio-démographiques sur les francophones

Quelques uns de mes interlocuteurs ont exprimé que ce dont ils ont le plus besoin, c'est d'avoir des informations sur les francophones, leur niveau d'éducation, la langue parlée à la maison, la langue dans laquelle ils ont été scolarisé etc. Les informations de cette sorte seraient très utiles pour toutes les différentes branches telles que les services communautaires, les emplois etc., pour mieux répondre aux besoins en alphabétisation qui ne sont pas suffisamment pris en compte.

Un profil sociodémographique des francophones de chaque province et territoire s'avère très important dans le cadre du rapport sur l'état des lieux. Ces données peuvent être obtenues auprès de Statistiques Canada. Je recommande des croisements spéciaux des données du recensement de 2011 et de transposer les données dans des tableaux commentés. Les croisements devraient comprendre minimalement les variables suivantes :

Langue maternelle : français simple et multiple ; non francophones parlant français, autres langues.

Ces variables devraient être croisées avec les variables suivantes :

Femmes et hommes, selon les groupes d'âges (15 ans et plus) ;

Le lieu de naissance : nés dans la province de résidence ; nés dans une autre province ou territoire ; nés à l'extérieur du Canada et selon le pays d'origine ;

Niveau de scolarité et selon le groupe d'âge : moins que la 9<sup>ième</sup> année ; 9-13 sans certificat d'études secondaires ; 9-13 avec certificat d'études secondaires ; avec certificat ou diplôme professionnel ;

autres études non-universitaires ; université sans certificat ; université avec certificat ; université avec diplôme.

Activité économique et selon le groupe d'âge et le sexe : employé ; sans emploi ; taux de chômage ; nombre de ceux qui ne sont pas sur le marché du travail

Principales occupations et selon le groupe d'âge et le sexe.

### 3.2.2. Le niveau d'alphabétisme et des compétences

Il est important de noter que le projet international du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) tire à sa fin. Les rapports à cet égard doivent être publiés à l'automne 2013. Les résultats comprendront beaucoup de données pertinentes pour le rapport ; ils pourront même changer la compréhension de certains concepts. Il est donc important d'attendre la publication du PEICA.

Le PEICA ne va toutefois probablement pas fournir ces données pour chaque province et territoire. Il est peu probable que dans cette étude il y ait des données spécifiques pour les provinces et territoires à part le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et le Québec. Il faudra probablement faire des extrapolations sur le niveau des besoins à partir des données de ces quatre provinces, multiplié par les chiffres qui ressortent du recensement de 2011 (voir section précédente).

### 3.2.3. Les données des programmes et services offerts en français dans chaque province et territoire

Les données obtenues de mes consultations permettent de constater que les données des programmes et services offerts en français ne sont pas disponibles dans toutes les provinces et territoires. Certaines données sur les francophones sont disponibles de sources gouvernementales (Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Ontario). Pour les autres, il faut se fier aux données que les opérateurs possèdent.

Cela dit, les données des opérateurs ne renseignent pas toujours sur les niveaux des apprenants. Quelques-uns parmi les opérateurs avec lesquels j'ai été en contact donnent des formations sur mesure, par exemple en comptabilité. Certains participants à ces formations n'ont pas d'équivalence de 12<sup>e</sup> année, mais les opérateurs ne le savent pas et les chiffres dont ils disposent ne nous renseignent pas. Dans le cas inverse, certains participants dans les cours qui préparent aux tests du GED en français ont un diplôme secondaire obtenu en anglais. En principe, ces participants n'ont pas droit à des cours gratuits, donc les responsables ne sont pas intéressés à le documenter. Au niveau des données, ces participants apparaissent relativement peu alphabétisés.

Comme le rapport recueillerait des données concernant les adultes francophones peu alphabétisés, on devrait s'entendre sur la définition de « peu alphabétisés ». L'éducation de base est souvent définie comme l'éducation en-dessous de l'équivalence de 12<sup>e</sup> année, mais l'équivalence de 12<sup>e</sup> année n'est pas toujours l'indicateur d'un niveau d'alphabétisation élevé. Le niveau d'alphabétisation dépend non seulement du niveau de scolarité mais aussi de la fréquence de lecture et d'écriture dans la vie quotidienne et en famille.

Dans certaines provinces comme la Nouvelle-Écosse, il y aurait besoin de plus de programmes en français mais il y a une certaine population qui est difficile à atteindre. Certains programmes ne sont pas effectifs et pertinents, avec du matériel traduit de l'anglais.

Un membre a exprimé l'intérêt que le rapport contienne des exemples de politiques ou de modèles en matière de prestations qui ont connu du succès ; des renseignements sur les pratiques exemplaires pour l'évaluation personnalisée des compétences des apprenants adultes au chômage et des apprenants adultes qui ont un emploi ; et la rétroaction sur la gestion du rendement des interventions : quels sont les facteurs déterminants de la réussite pour les gouvernements, les organismes et les apprenants ?

Le rapport devra donc contenir des renseignements sur les différents programmes et services, mettant en avant certaines pratiques exemplaires. Il pourrait aussi contenir des informations sur les outils les plus pertinents (par exemple, des questionnaires d'entrée et de sortie, des tests de niveau d'alphabétisme et de compétences, etc.).

#### 4. Des rapports de référence

Comme point de référence, j'ai examiné des rapports semblables produits ailleurs au Canada. En ce qui concerne le contenu, un rapport semblable est *L'alphabétisation des adultes en communauté française* (Lire et Écrire Communauté française 2010).

Un autre rapport similaire en ce qui concerne la dimension est Maurer, 2010.

Quant au format de présentation, je propose une publication visuellement plaisante, avec des photos et des encadrés qui présentent certains sujets comme les définitions, les projets de recherche, les résultats de certaines études, les bonnes pratiques etc., de manière agréable à lire, comme les publications du NIACE et NRDC en Angleterre (<http://www.niace.org.uk/publications>), voir <http://shop.niace.org.uk/armed-forces-basic-skills-longitudinal-study-2012.html> et [http://nrdc.org.uk/publications\\_details.asp?ID=16#](http://nrdc.org.uk/publications_details.asp?ID=16#) pour des exemples.

Parmi les rapports beaucoup plus conséquents mais qui sont de bons exemples en ce qui concerne le format de présentation, il y a les *Rapports mondiaux de suivi sur l'éducation pour tous*, publiés par l'UNESCO, et le *Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE)*, publié par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie en 2009 (la prochaine édition qui coïncide avec la fin de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation sera publiée au début de 2013 et portera sur l'alphabétisation) (voir les liens en dessous dans la bibliographie).

## 5. Autres considérations et conclusions

Produire un rapport sur l'état des lieux en alphabétisation et en compétences des adultes francophones au Canada serait une entreprise majeure qui doit être bien réfléchi. Les rapports sont aujourd'hui un instrument utilisé pour poursuivre toutes sortes d'objectifs. Pour s'assurer du bien-fondé et de la pertinence d'un tel rapport, il est important de se demander comment les données y seront utilisées, quels messages veut-on y faire passer et comment seront-ils construits ; quel est son but ; et à s'adresse-t-il, aux politiciens, aux administrateurs ou aux formateurs ? Un individu a souhaité que la voix de chaque apprenant soit entendue au sein du rapport. Même si les apprenants ne sont pas le groupe cible le plus important de ce rapport, ce commentaire nous rappelle qu'il est important que le rapport soit accepté par la communauté francophone. C'est une des raisons pour lesquelles je propose d'établir un comité encadreur qui devrait se charger de réfléchir à ces questions (voir ci-dessous).

Quelle est la motivation pour élaborer un tel rapport ? Une des motivations est probablement de pouvoir justifier les demandes financières aux bailleurs de fonds et de pouvoir documenter l'état des choses aux décideurs politiques. Je voudrais soulever la question qu'un tel rapport pourrait éventuellement avoir l'effet inverse car les bailleurs de fonds pourraient argumenter du fait que les chiffres ne justifient pas un investissement plus important.

Une autre question que l'on doit se poser est la validité et la pertinence des données qui seraient incluses dans le rapport. Si on inclut les statistiques d'apprenants dans les programmes/cours/services pour la population francophone faiblement alphabétisée, on a les données évidentes, c'est à dire les données sur les activités éducatives en français ciblées aux francophones, mais il y a des informations que l'on n'a pas, comme les activités éducatives dans lesquelles les francophones s'impliquent en anglais.

Une autre considération à prendre en compte est celle du coût de ce rapport. À mon avis, il serait nécessaire de contracter plusieurs chercheurs pour produire ce rapport, mis à part le conseil de rédaction. Ce sera un défi pour le RESDAC de trouver l'argent nécessaire et d'investir les ressources et le temps que cette tâche implique. C'est une des raisons pour lesquelles je propose de produire ce rapport tous les cinq ans. Une autre raison est qu'il n'y aura pas assez de changements dans un délai plus court pour justifier l'investissement.

Ma dernière remarque se réfère à la difficulté de recueillir les données. Dans quelques provinces, ce sera facile, mais dans d'autres, il sera difficile de trouver les données. Comme les exemples de l'Ontario et du Québec l'ont démontré, la façon de collecter les statistiques change. L'étude PIAAC qui va être publiée en 2013 pourrait amener des changements ultérieurs dans la collecte des données. De plus, on ne pourra pas recueillir des statistiques de tous les secteurs. Notamment les activités qui se passent dans les organismes communautaires et dans les entreprises ne pourront pas être représentées dans leur totalité. Par conséquent, le rapport sera inévitablement incomplet. C'est pour cela que je propose qu'il ne se limite pas à documenter des chiffres, mais qu'il rassemble des informations sur les pratiques et les recherches innovantes qui pourraient être utiles pour la communauté impliquée dans l'alphabétisation et les compétences de base de la population francophone au Canada.<sup>4</sup>

On peut diviser les provinces et territoires en quatre catégories : La première catégorie serait la Terre-Neuve- et- le- Labrador (et on pourrait y ajouter le Nunavut) où il n'y a pas de services éducatifs pour la population francophone ; la deuxième catégorie concernerait les provinces et territoires avec une relativement petite population francophone où une ou deux organisations ont un aperçu générale

---

<sup>4</sup> Le rapport pourrait relever aussi des bonnes pratiques des communautés anglophones, comme par exemple la base de données des organismes communautaires coordonnée par Decoda Literacy Solutions en C.B.

et disposent des données des activités en éducation pour la population francophone (l'Alberta, la Colombie Britannique, l'Île-du-Prince-Édouard, le Manitoba, la Saskatchewan, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon). La troisième catégorie serait le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse où les Ministères assument un rôle coordinateur au niveau des données. La quatrième catégorie serait l'Ontario et le Québec où l'importance de la population francophone et la gamme importante des services proposés rendent la situation plus complexe. Pour ces deux provinces, il ne sera pas suffisant de compter sur les membres du RESDAC ; il sera nécessaire de travailler avec des consultants qui ont de bon contacts dans la communauté éducative francophone pour rassembler les données et les informations nécessaires pour le rapport.

Au Québec, le RESDAC pourra considérer de contracter des organisations pour faire les recherches, notamment dans le domaine de l'alphabétisation/formation de base en milieu d'emploi et dans le domaine des organismes communautaires. Le CDEACF a exprimé son intérêt de conduire des recherches auprès des organismes communautaires et les bibliothèques publiques. Un autre partenaire potentiel sera l'UQAM, notamment M. Stéphane Daniau qui appartient à l'équipe de Paul Bélanger et qui fait des recherches en milieu de travail (voir Bélanger & Daniau, 2009). Un contact important auprès du MELS sera Mme Valérie Saysset, du Service de recherche à la Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs (voir Roberge & Saysset, 2003).

## 6. Ébauche de canevas général pour le rapport « État des lieux en alphabétisation et en compétences en français des adultes au Canada »

Cette section présente une proposition de table des matières pour le rapport. Le rapport pourrait être divisé en quatre sections :

Section 1 : Section préliminaire

Section 2 : Le contexte national

Section 3 : La situation dans chaque province et territoire

Section 4 : Analyse globale

Plus spécifiquement :

### **1. Section préliminaire**

Avant-propos

Remerciements

Abréviations et acronymes

Responsables et Membres du comité de rédaction etc.

Résumé exécutif

Contexte et objectifs du rapport

### **2. Le contexte national**

Contexte socio-démographique et langues officielles (Sources : CCA, 2008, 2009 ; Corbeil, 2000 ; Page, 2008 ; Wagner, 2000, 2002 – recensement de 2011)

Définitions et typologie de l'alphabétisation et des compétences (Sources : UNESCO, 2006 ; GRALE, à venir)

Discussion des concepts d'alphabétisation – formation langagière – compétences essentielles – francisation (Sources : Norrag, 2011 ; UNESCO, 2006 ; GRALE (UIL), 2009, et deuxième édition en 2013; Wagner, 2000)

Bref historique de l'alphabétisation et du développement des adultes francophones au Canada (Sources ; Hautecoeur, 1990 ; Shohet, 2001 ; Solar et al., 2006, 2010 ; Wagner, 1990, 2000)

Aperçu synthétique du système d'éducation et de formation des adultes au Canada, et surtout en regard de l'alphabétisation et du développement des compétences (Sources ; CMEC, 2005 ; Elfert & Rubenson, 2012 ; OECD, 2002)



La place de l'alphabétisation et des compétences dans le continuum d'apprentissage tout au long de la vie (Sources : UNESCO, 2006 ; GRALE, (UIL), 2009, et deuxième édition en 2013)

Rôle des institutions publiques fédérales :

Ressources humaines et développement des compétences

Canada

Patrimoine canadien

Relations fédérales-provinciales (Sources ; CMEC, 2005 ; Elfert & Rubenson, 2012 ; OECD, 2002)

Rôle des institutions parapubliques nationales

Conseil des ministres de l'Éducation (CMEC)

Association des collèges communautaires du Canada (ACCC)

Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada (RCCFC)

Fédération nationale des conseils scolaires francophones du Canada (FNCSF)

Commission nationale des parents francophones (CNPFF)

Le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE)

Évolution des politiques et du financement

Les acteurs et les enjeux internationaux en alphabétisation et compétences

Les enquêtes internationales

L'UNESCO

Autres enjeux

L'état de la recherche en alphabétisation et en développement de compétences en français au Canada (Sources : Solar et al., 2006, 2010)

Focalisation sur quelques initiatives spécifiques (nationales, provinciales et territoriales)

## **La situation dans chaque province et territoire**

L'organisation de l'alphabétisation et du développement des compétences au niveau provincial et territorial (réseau provincial – francophone, anglophone, autochtone)

Les principaux ministères provinciaux et territoriaux impliqués dans l'alphabétisation et le développement des compétences (Source : CUPE, 2012)

Les politiques et les modalités de financement (générales et spécifiques aux francophones s'il y a lieu) (Sources : CMEC, 2012 ; Elfert & Rubenson, 2012)

Définitions de l'alphabétisation et des compétences dans les provinces (Source : CUPE, 2012)

Les principaux acteurs et les actions qu'ils soutiennent (tableau synthétique général)

À titre d'exemple : les conseils scolaires, les syndicats, les collèges, etc.

Les principaux acteurs et les actions qu'ils soutiennent en français

Principaux intervenants dans l'offre de formation en alphabétisation et en compétences

L'offre de formation :

Pour chaque dimension de la formation en alphabétisation et du développement des compétences, les variables suivantes seront développées : le financement, le recrutement des apprenants, le type de programme offert, où, quand, profil des apprenants, coûts, etc.)

Développement de compétences et emploi

Développement de compétences et travail (maintien et intégration)

Développement des compétences et rôles parentales / réussites scolaires (dans une approche mixte avec les enfants)

Développement des compétences et autonomie, développement personnel, rôles citoyens, etc.

L'état de la formation des formateurs

Les partenaires en alphabétisation et en compétences

Liste des partenaires

Types de contribution

h. Recherche en alphabétisation et en développement de compétences en français

### **L'Analyse globale**

Tableaux synthétiques : Aperçu comparatif des données par province et territoire ;

Accent sur quelques pratiques exemplaires (nationale, provinciale et territoriale)

Analyse globale et identification des principaux enjeux (nationale, provinciale et territoriale)

Pistes d'avenir et recommandations

Conclusion

## **7. Les marches à suivre**

Comme je l'ai mentionné dans une section précédente, il ne sera pas facile de mettre en place tous les éléments nécessaires pour la réalisation de ce projet. La plus grande difficulté est certainement de trouver le financement pour une telle entreprise. Je n'ai pas les compétences pour vous suggérer des sources de financement autres que les sources habituelles – RHDCC et Patrimoine canadien. Cela dit, et prenant pour acquis que l'accès au financement est possible, je vous propose un cadre organisationnel et un processus global pour le processus de recherche.

### **7.1. Le comité encadreur**

Le RESDAC devrait créer un comité encadreur pour le projet. Le rôle du comité encadreur est de fournir une direction générale au projet et de s'assurer que les objectifs de la recherche soient respectés. De plus, les membres du comité

encadreur donneront de la rétroaction sur le processus et les outils de collecte de données et sur les analyses préliminaires. Ils pourront aussi se prononcer sur une ébauche du rapport final. Ce comité devrait être composé de six personnes : la direction générale du RESDAC, un chercheur ayant une connaissance globale des enjeux ; un représentant des opérateurs de chacune des régions suivantes : région atlantique, Québec, Ontario, région de l'Ouest et du Nord ; et une personne du gouvernement fédéral. Le comité encadreur se rencontrera au moins quatre fois, dont au moins deux fois en personne – une fois au début du projet et une autre fois à la fin. Il faudrait prévoir dans le budget des fonds pour ces deux rencontres. Il faudrait aussi vérifier avec les membres potentiels du comité s'ils veulent être rémunérés pour leur participation, et si oui, le prévoir dans le budget.

## 7.2. Le comité de rédaction

Le comité de rédaction sera composé d'experts dans les différents domaines et appuyé par un chercheur principal.

### 7.2.1. Le chercheur principal

Le chercheur principal doit être un expert canadien dans le domaine de l'éducation des adultes en français. Vue l'envergure de la tâche, le chercheur principal devrait idéalement avoir de l'expérience dans la direction d'une équipe pluridisciplinaire de recherche et la rédaction de documents de cette complexité et de cette envergure. Il s'agira d'une tâche à temps plein (ou presque) pendant une année.

### 7.2.2. La coordination

Il faudra prévoir une personne à temps partiel qui sera responsable de la coordination de l'ensemble des activités. Cette personne aura comme tâche d'assurer l'organisation des rencontres et des suivis, de coordonner les activités des comités et de s'assurer qu'ils respectent leurs obligations, de préparer les rapports et de faire les suivis auprès des bailleurs de fonds ; elle fera également le lien avec le RESDAC.

### 7.2.3. Répartition du travail de rédaction

Comme cela a été soulevé antérieurement, le comité de rédaction sera composé d'experts dans différents domaines. Les membres de ce comité seront responsables de la recherche et de la rédaction de la section du rapport qui leur sera confiée. En se basant sur la proposition de canevas général pour le rapport qui se retrouve dans la section 5, je propose une répartition telle que décrite dans le tableau suivant.

Sections du rapport	Compétences requises et/ou personne proposée pour la rédaction
<p><b>1. Section préliminaire</b></p> <p>Avant-propos</p> <p>Remerciements</p> <p>Abréviations et acronymes</p> <p>Responsables et Membres du comité de rédaction etc.</p> <p>Résumé exécutif</p> <p>Contexte et objectifs du rapport</p>	<p>Chercheur principal</p>
<p><b>2. Le contexte national</b></p> <p>Contexte socio-démographique et langues officielles (Sources : CCA, 2008, 2009 ; Corbeil, 2000 ; Page, 2008 ; Wagner, 2000, 2002 – recensement de 2011 + croisements de données)</p>	<p><b>Expert N°1</b></p> <p>Statisticien avec connaissance dans l'exploitation et l'analyse de données du recensement.</p> <p>Deux mois de travail</p>

<b>Sections du rapport</b>	<b>Compétences requises et/ou personne proposée pour la rédaction</b>
<p>Définitions et typologie de l'alphabétisation et des compétences            (Sources : UNESCO, 2006 ; GRALE, à venir)</p> <p>Discussion des concepts d'alphabétisation – formation langagière – compétences essentielles – francisation (Sources : Norrag, 2011 ; UNESCO, 2006 ; GRALE (UIL), 2009, et deuxième édition en 2013 ; Wagner, 2000)</p> <p>Bref historique de l'alphabétisation et du développement des adultes francophones au Canada (Sources ; Hautecoeur, 1990 ; Shohet, 2001 ; Solar et al., 2006, 2010 ; Wagner, 1990, 2000)</p> <p>Aperçu synthétique du système d'éducation et de formation des adultes au Canada, et surtout en regard de l'alphabétisation et du développement des compétences (Sources ; CMEC, 2005 ; Elfert &amp; Rubenson, 2012 ; OECD, 2002)</p> <p>La place de l'alphabétisation et des compétences dans le continuum d'apprentissage tout au long de la vie (Sources : UNESCO, 2006 ; GRALE, (UIL), 2009, et deuxième édition en 2013)</p> <p>Rôle des institutions publiques fédérales :</p> <p>Ressources humaines et développement des compétences Canada</p> <p>Patrimoine canadien</p> <p>Relations fédérales-provinciales (Sources ; CMEC, 2005 ; Elfert &amp; Rubenson, 2012 ; OECD, 2002)</p> <p>Rôle des institutions parapubliques nationales</p> <p>Conseil des ministres de l'Éducation (CMEC)</p> <p>Association des collèges communautaires du Canada (ACCC)</p> <p>Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada (RCCFC)</p> <p>Fédération nationale des conseils scolaires francophones du Canada (FNCSF)</p> <p>Commission nationale des parents francophones (CNPF)</p> <p>Le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE)</p> <p>Évolution des politiques et du financement</p>	<p><b>Expert N°2</b></p> <p>Un expert dans l'éducation des adultes avec une connaissance approfondie de l'alphabétisation et des compétences essentielles. Cette personne devrait aussi connaître les politiques canadiennes en matière d'alphabétisation et des compétences et être capable de situer le tout dans un contexte historique.</p> <p>Trois à quatre mois de travail</p>

<b>Sections du rapport</b>	<b>Compétences requises et/ou personne proposée pour la rédaction</b>
<p>Les acteurs et les enjeux internationaux en alphabétisation et compétences</p> <p>Les enquêtes internationales</p> <p>L'UNESCO</p> <p>Autres enjeux</p>	<p><b>Expert N°3</b></p> <p>La personne devra connaître le contexte international, les différentes enquêtes et devra pouvoir faire ressortir les enjeux les plus actuels sur l'alphabétisation et les compétences.</p> <p>20 jours</p>
<p>L'état de la recherche en alphabétisation et en développement de compétences en français au Canada (Sources : Solar et al., 2006, 2010)</p>	<p><b>Expert N°4</b></p> <p>Sans trop rentrer dans les détails, cette personne devra être capable, à partir de l'examen de la documentation, de faire ressortir les principaux champs d'intérêt dans le domaine de la recherche et d'en identifier les faits saillants.</p> <p>20 jours de travail.</p>
<p>Focalisation sur quelques initiatives spécifiques (nationales, provinciales et territoriales)</p>	<p><b>Chercheur principal</b></p>

Sections du rapport	Compétences requises et/ou personne proposée pour la rédaction
<p><b>La situation dans chaque province et territoire</b></p> <p>L'organisation de l'alphabétisation et du développement des compétences au niveau provincial et territorial (réseau provincial – francophone, anglophone, autochtone)</p> <p>Les principaux ministères provinciaux et territoriaux impliqués dans l'alphabétisation et le développement des compétences (Source : CUPE, 2012)</p> <p>Les politiques et les modalités de financement (générales et spécifiques aux francophones s'il y a lieu) (Sources : CMEC, 2012 ; Elfert &amp; Rubenson, 2012)</p> <p>Définitions de l'alphabétisation et des compétences dans les provinces (Source : CUPE, 2012)</p> <p>Les principaux acteurs et les actions qu'ils soutiennent (tableau synthétique général)</p> <p style="padding-left: 40px;">À titre d'exemple : les conseils scolaires, les syndicats, les collèges, etc.</p> <p>Les principaux acteurs et les actions qu'ils soutiennent en français</p> <p>Principaux intervenants dans l'offre de formation en alphabétisation et en compétences</p> <p>L'offre de la formation :</p> <p style="padding-left: 40px;">Pour chaque dimension de la formation en alphabétisation et développement des compétences, les variables suivantes seront développées : le financement, le recrutement des apprenants, le type de programme offert, où, quand, profil des apprenants, coûts, etc.)</p> <p>Développement de compétences et emploi</p> <p>Développement de compétences et travail (maintien et intégration)</p> <p>Développement des compétences et rôles parentales / réussites scolaires (dans une approche mixte avec les enfants)</p> <p>Développement des compétences et autonomie, développement</p>	<p><b>Un expert pour chacune des quatre régions, donc quatre au total.</b></p> <p>Les experts devront rassembler les données à partir d'un canevas développé par le chercheur principal</p> <p>3 mois de travail pour chaque expert.</p>



<b>Sections du rapport</b>	<b>Compétences requises et/ou personne proposée pour la rédaction</b>
<p><b>L'Analyse globale</b></p> <p>Tableaux synthétiques : Aperçu comparatif des données par province et territoire ;</p> <p>Accent sur quelques pratiques exemplaires (nationales, provinciales et territoriales)</p> <p>Analyse globale et identification des principaux enjeux (nationaux, provinciaux et territoriaux)</p> <p>Pistes d'avenir et recommandations</p> <p>Conclusion</p>	<p><b>Chercheur principal</b></p>

Le modèle proposé suppose une équipe de rédaction de huit personnes en plus du chercheur principal. Il serait important d'avoir au moins une réunion de l'équipe de rédaction au début du projet afin de présenter le projet dans son ensemble et de proposer un canevas de rédaction à chaque chercheur. Le chercheur principal sera responsable de la préparation de tous les éléments du contenu de cette réunion et de l'encadrement des membres de l'équipe de rédaction.

#### **7.2.4. Le format du rapport et sa présentation**

Le rapport devra être présenté sous deux formats : Le premier format devra être préparé sous forme de document académique. Un sommaire du long document devra être présenté en langage simple et sous un format utile aux membres du RESDAC. Le chercheur principal devra s'occuper de la rédaction du rapport sous sa forme académique. Le document académique contiendra probablement entre 400 et 600 pages.

Il faudra prévoir des fonds pour un expert en rédaction en écriture simple. Le rapport en écriture simple ne devrait pas dépasser 80 pages.

Ce long rapport devrait être conçu de façon à ce que certaines parties puissent en être extraites afin de répondre aux différents besoins et clientèles. Ces sections devraient être reprises dans le rapport en écriture simple.

Il faudra prévoir du temps et des fonds pour une personne qui fera la mise en page des deux documents.

Il faudra aussi prévoir des fonds pour l'impression. Cela dit, il faudra prévoir une version électronique, dont certaines sections pourraient être copiées par les organismes membres à différentes fins (par exemple : préparation de justificatifs pour les demandes de financements).

### 7.3. Diffusion du rapport

La diffusion des résultats de cette recherche devrait être assurée et coordonnée par le RESDAC. Voici quelques possibilités : diffusion digitale d'une annonce et du rapport par e-mail au membres du RESDAC, médias francophones, ministères et organisations pertinentes dans toutes les provinces et territoires, CMEC, centres de ressources (voir liste ci-dessous), certaines organisations d'autres pays (Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), France, Lire et Écrire, Belgique, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF)).

Les membres de l'équipe de rédaction et le chercheur principal pourraient faire des présentations du rapport lors des conférences nationales comme la conférence de l'Association canadienne pour l'étude de l'éducation des adultes (CASAE), qui a lieu chaque année au mois de mai ou juin.

En plus, les membres du RESDAC devraient organiser une rencontre de présentation des résultats pour leur province ou territoire. Le chercheur pour leur région pourrait présenter les résultats, accompagné d'un représentant des membres.

## 8. Liste de références et bibliographie

Adams, J. (2010). *L'éveil à l'alphabétisation familiale en Nouvelle-Écosse : rapport d'étude, 2009-2010*. Nouvelle-Écosse : Équipe d'alphabétisation.

Bélanger, P. & Daniau, S. (2009). *La formation de base dans les petites et moyennes entreprises, pratiques et modèles novateurs. Synthèse bibliographique internationale*. Montréal : CIRDEP – UQAM.

(Recherche sur l'alphabétisation en lien avec le monde du travail)

Canadian Union of Public Employees (CUPE). (2012). *Putting literacy on the public agenda: Briefing package for 2012*. Retrieved from <http://cupe.ca/literacy/briefing-package-putting-literacy>.

Childs, R. & Dénomme, F. (2008). Does Ontario have an achievement gap? The challenge of comparing the performance of students in French and English language schools on national and international assessments. *Canadian Journal of Educational Administration and Policy*, 71.

[www.umanitoba.ca/publications/cjeap/articles/childs\\_denomme.html](http://www.umanitoba.ca/publications/cjeap/articles/childs_denomme.html)

Collège Éducacentre (2012). *Modèle visant l'acquisition de compétences essentielles pour le marché du travail*. Rapport de recherche.

Commission canadienne pour l'UNESCO (1999). *L'alphabétisation et la formation de base en français au Canada. Réponse au questionnaire "alphabétisation, francophonie et pays industrialisés"*.

Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA). (2008). *Lire l'avenir. Pour répondre aux besoins futurs du Canada en matière de littératie.*

Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA). (2009). *Carnet du savoir. L'éducation chez les minorités francophones du Canada.* Provenant de : [www.ccl-cca.ca/pdfs/.../08\\_20\\_09-F.pdf](http://www.ccl-cca.ca/pdfs/.../08_20_09-F.pdf)

Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA). (juillet 2009). *Le projet Alpha Biblio CDÉACF. Études de cas sur l'apprentissages des adultes.*  
[http://www.ccl-cca.ca/pdfs/AdLKC/Reports09/CDEACF\\_FR.pdf](http://www.ccl-cca.ca/pdfs/AdLKC/Reports09/CDEACF_FR.pdf)

Conseil des ministères de l'éducation (CMEC). (2002). *La francisation : pour un état des lieux.* Document préparé pour le projet pancanadien de français langue première.

Conseil des ministres de l'éducation (CMEC). (2008). *Évolution de l'éducation et des apprentissages des adultes. Rapport du Canada.* Rapport préparé par le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) en collaboration avec la Commission canadienne pour l'UNESCO.

Conseil des ministres de l'éducation (CMEC). (2010). *Littératie et alphabétisation, bien plus que des mots. Rapport d'étape sur la littératie et l'alphabétisation 2009.*

Conseil des ministres de l'éducation (CMEC). (2012). *Apprentissage et éducation des adultes. Rapport d'étape du Canada en vue du Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE) de l'UNESCO et de la fin de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA).*

Corbeil, J.-P. (2000). *Literacy in Canada: Disparity between Francophones and Anglophones*. Statistics Canada catalogue no. 89-573-XIE. Retrieved from [www.nald.ca/library/research/dispar/english/dispar\\_e.pdf](http://www.nald.ca/library/research/dispar/english/dispar_e.pdf)

Council of Ministers of Education (2004). *Pan-Canadian results of francophone students in a minority-language setting in the School Achievement Indicators Program (SAIP)*. Provenant de : [\\_www.ccl-cca.ca/pdfs/.../08\\_20\\_09-F.pdf](http://www.ccl-cca.ca/pdfs/.../08_20_09-F.pdf)

Council of Ministers of Education (CMEC). (2005). *Developing an adult education policy framework: Terminology, typology and best practices*. Provenant de : [www.cmec.ca/Publications/Lists/.../76/AdultEd\\_Framework.en.pdf](http://www.cmec.ca/Publications/Lists/.../76/AdultEd_Framework.en.pdf)

Daniau, S. & Bélanger, P. (2007). *Évaluation formative de la formation de base de milieu de travail – Revue de la littérature francophone*. Montréal : CIRDEP – UQAM & OECD.

Doucet, P. (2010). *Apprendre pour la vie. L'impact de l'alphabétisation pour les personnes apprenantes et leur entourage : Rapport de recherche-action*. Coalition ontarienne de formation des adultes et Pluri-elles (Manitoba) Inc.

Elfert, M. & Rubenson, K. (à venir). *Adult Education Policies in Canada: Skills without Humanity*. In Nesbit, T., Taber, N., Brigham, S. & Gibb, T. (Eds.). (in press). *Building on Critical Traditions: Adult Education and Learning in Canada*. Toronto: Thompson Educational Publishing.

Excel Learning Concepts (2004). *Partageons nos acquis : l'état de l'alphabétisation familiale en français en milieu minoritaire*. Rapport soumis à la FCAF.

Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (2007). *C'est le temps d'agir. Plan de rattrapage pour l'alphabétisation des adultes francophones vivant en milieu minoritaire*.

Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (2011). *Pour un modèle intégré au service du développement de l'alphabétisme des francophones du Canada.*

Gouvernement du Canada (2003). *Le prochain acte : un nouvel élan pour la dualité linguistique canadienne. Le plan d'action pour les langues officielles.*

Gouvernement du Québec (2011). *Rapport d'activité 2010-2011. Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main d'œuvre.* Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Hautecoeur, J.-P. (1990). Une topographie de l'alphabétisation au Québec. *Revue internationale de l'éducation*, 36 (1), p. 69-87.

Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL). (2009). *Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE).*  
[unesdoc.unesco.org/images/0018/001875/187521f.pdf](http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001875/187521f.pdf)

Institut de la statistique Québec (2003). *Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA), 2003. La littératie au Québec 2003 : faits saillants.*

Jackson, N. (2005). Essential skills: Essential confusion? *Literacies*, 6, p. 38-43.

Landry, R. (2003). Challenges Facing Canada's Francophone Minority: A Macroscopic Perspective. In Adsett, M, Mallandain, C. & Stettner, S. (Eds.) *Canadian and French Perspectives on Diversity: Conference Proceedings*. October 16, 2003. <http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/Collection/CH36-4-1-2004E.pdf>.

Landry, R, Allard, R. & Deveau, K. (2007). Bilingual schooling of the Canadian Francophone minority: A cultural autonomy model. *International Journal of the Sociology of Language*, 185, 133-162.

Letouzé, S. (2005). *Pour mon enfant d'abord. Étude de l'impact de l'alphabétisation familiale sur les familles vivant en milieu minoritaire*. Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario.

Lire et Écrire Communauté française (2010). *L'alphabétisation des adultes en communauté française. Principaux résultats de l'enquête 2010*.

Maurer, B. (2010). *Les langues de scolarisation en Afrique francophone*. Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et Éditions des archives contemporaines

Millar, R. (2005). Essential skills and lifelong learning : Friend or foe ? *Literacies*, 6, p. 31-33.

Minister of Industry (for Statistics Canada). (2002). *International Adult Literacy Survey. Literacy and Literacy Training of Francophones in Canada: Results of the International Adult Literacy Survey (IALS)*.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Québec. (MESS) (2003). *Recueil de trois études à propos de l'alphabétisation et la formation de base en milieu de travail*. [http://emploiquebec.net/publications/pdf/00\\_etude\\_recueilformationintro.pdf](http://emploiquebec.net/publications/pdf/00_etude_recueilformationintro.pdf)

Myers, K., Conte, N. & Rubenson, K. (2011). *Adult learning typology*. Adult Learning and Returns to Training Project. Social Research and Demonstration Corporation.

Norrag (2011, September). Towards a new global world of skills development? TVET's turn to make its mark. *Norrag News*, 46.

Nouveau-Brunswick (2009). *Travailler ensemble à l'alphabétisation des adultes : Stratégie d'alphabétisation des adultes du Nouveau-Brunswick*.

Nova Scotia School for Adult Learning (NSSAL) (2011). *Statistical information. Year 2010-2011*. Adult Education. Skills and Learning Branch. Nova Scotia Department of Labour and Advanced Education.

Ntiri, D. W. (2009). Toward a functional and culturally salient definition of literacy. *Adult Basic Education and Literacy Journal*, 3(2), 97-104.

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2002). *Thematic review on adult learning. Canada: Country Note*. Retrieved from [www.oecd.org/dataoecd/51/31/1940299.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/51/31/1940299.pdf)

Ontario Literacy Coalition (2009). *Literacy in Ontario*. Toronto

Page, J. E. (2008). *Sommaires en langage simple : Alphabétisme et alphabétisation des francophones au Canada - résultats de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes*. <http://bibliotheque.bdaa.ca/recherche/ajout/10690>

Pitre, M.-C. (2011). L'alphabétisation en français en milieu minoritaire: Le cas de l'Atlantique. *À Lire*, 17, 27-31. Ottawa: Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français.

Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) (2006). *Analyse de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA)*.

RESDAC (2012, première version). *Recherche sur les droits éducatifs des francophones en situation minoritaire*.

Richez, E. (2012). Francophone Minority Communities: The Last Constitutional Standard-Bearers of Trudeau's Language Regime. *Revue internationale d'études canadiennes* (45-46), p. 35-53. [www.erudit.org/revue/ijcs/2012/v/n45-](http://www.erudit.org/revue/ijcs/2012/v/n45-)



46/1009893ar.pdf

Roberge, P. & Saysset, V. (2003). *Les personnes en emploi et les entreprises face à l'alphabétisation*. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec.

Salamandre, G. (2007?). *Combien d'adultes de 16 ans et + ont de graves difficultés avec la lecture au Québec ?* Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec.

Shohet, L. (2001). Adult Learning and Literacy in Canada. In Comings, J., Garner, B. & Smith, C. *Adult Learning and Literacy. Annual Review of Adult Learning and Literacy*. 2<sup>nd</sup> vol. Jossey Bass and the Office of Educational Research and Improvement.

Solar, C., Solar-Pelletier, L. & Solar-Pelletier, M. (2006). *Douze ans de recherche en alphabétisation des adultes en français au Canada : 1994-2005*. Montréal : Centre de Documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine.

Solar, C., Solar-Pelletier, L. & Solar-Pelletier, M. (2010). Recherches francophones en alphabétisation des adultes au Canada. *The Canadian Journal for the Study of Adult Education* (23), 1.

Statistics Canada (2007). The Evolving Linguistic Portrait, 2006 Census. Catalogue no. 97-555-XIE. Retrieved from [www12.statcan.ca/census-recensement/.../97-555-XIE2006001.pdf](http://www12.statcan.ca/census-recensement/.../97-555-XIE2006001.pdf)

UNESCO (2006). *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous. L'alphabétisation, un enjeu vital*. [www.uis.unesco.org/Library/Documents/gmr06-fr.pdf](http://www.uis.unesco.org/Library/Documents/gmr06-fr.pdf)

Wagner, S. (1990). Literacy and the Assimilation of Minorities: The Case of Francophones in Canada. In Hauteceur, J.-P. (Ed.). *Alpha 90*. Montréal, Direction générale de l'éducation des adultes, ministère de l'Éducation du Québec (pp. 53-80).

Wagner, S. (2000). *Pour une société pleinement alphabétisée : le droit de lire, d'écrire et de communiquer pour tous*. Actes du Colloque *Pour une société pleinement alphabétisée*. Ottawa : Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français.

Wagner, S. (2002). (avec la collaboration de Jean-Pierre Corbeil, Pierre Doray et Évelyne Fortin). *Alphabétisme et alphabétisation des francophones au Canada : Résultats de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes*. Ottawa : Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada.

### **Centres de ressources / sites web**

Base de données en alphabétisation des adultes (BDAA).

[www.bdaa.ca](http://www.bdaa.ca)

Centre Alpha-Plus

(Centre de ressources et de développement, surtout dans le domaine de la technologie)

[www.alphaplus.ca](http://www.alphaplus.ca)

Centre interdisciplinaire de recherche/développement sur l'éducation permanente (CIRDEP-UQAM)

[www.cirdep.uqam.ca](http://www.cirdep.uqam.ca)

Centre de ressources éducatives et communautaires pour adultes (CRÉCA).

[www.creca.net](http://www.creca.net)

L'Observatoire compétences-emplois

sur la formation continue et le développement des compétences

<http://www.oce.uqam.ca/>

Canadian Literacy Thesaurus

<http://thesaurusalpha.org>

Centre franco-ontarien de ressources en alphabétisation (FORA), Ontario

<http://www.centrefora.on.ca/>

Profil des communautés francophones et acadiennes du Canada

<http://profils.fcfa.ca/>

Répertoire canadien des recherches en alphabétisation en français

[www.alpha.cdeacf.ca/recraf](http://www.alpha.cdeacf.ca/recraf)

Research network COMPAS

[compas.cdeacf.ca](http://compas.cdeacf.ca)

**Annexes :**

Annexe 1 : Lettre envoyée aux membres du RESDAC

Annexe 2 : Ébauche de canevas général pour fin de consultations « État des lieux en alphabétisation et en compétences en français des adultes au Canada »

